



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA
PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET DE
L'AGENDA NUMÉRIQUE

COMMISSIE VOOR ECONOMIE,
CONSUMENTENBESCHERMING EN DIGITALE
AGENDA

Lundi

16-09-2019

Matin

Maandag

16-09-2019

Voormiddag

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	Parti Socialiste
VB	Vlaams Belang
MR	Mouvement réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	Partij van de Arbeid – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
sp.a	socialistische partij anders
cdH	centre démocrate Humaniste
DéFI	Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 55 0000/000	Document parlementaire de la 55 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 55 0000/000	Parlementair stuk van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

SOMMAIRE

Le Brexit: état des lieux 1

- Exposé introductif du ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées, et du comte Paul Buysse, président du Brexit *High Level Group* 1

- Échange de vues et question jointe de Mme Melissa Depraetere au ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées sur "le Brexit" (5500275C) 1

Orateurs: **Wouter Beke**, ministre de l'Emploi - Économie et Consommateurs - Commerce extérieur - Lutte contre la pauvreté - Égalité des chances - Personnes handicapées, **Paul Buysse**, comte, président du Brexit *High Level Group*, **Melissa Depraetere**, **Anneleen Van Bossuyt**, **Gilles Vanden Burre**, **Patrick Prévot**, **Reccino Van Lommel**, **Michel De Maegd**, **Leen Dierick**, **Roberto D'Amico**, **Kathleen Verhelst**

INHOUD

De brexit: stand van zaken 1

- Inleidende uiteenzetting door de minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking, en door graaf Paul Buysse, voorzitter van de Brexit *High Level Group* 1

- Gedachtewisseling en toegevoegde vraag van mevrouw Melissa Depraetere aan de minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking over "de brexit" (5500275C) 1

Sprekers: **Wouter Beke**, minister van Werk - Economie en Consumenten - Buitenlandse Handel - Armoedebestrijding - Gelijke Kansen - Personen met een beperking, **Paul Buysse**, graaf, voorzitter van de Brexit *High Level Group*, **Melissa Depraetere**, **Anneleen Van Bossuyt**, **Gilles Vanden Burre**, **Patrick Prévot**, **Reccino Van Lommel**, **Michel De Maegd**, **Leen Dierick**, **Roberto D'Amico**, **Kathleen Verhelst**

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET DE L'AGENDA NUMÉRIQUE

du

LUNDI 16 SEPTEMBRE 2019

Matin

COMMISSIE VOOR ECONOMIE, CONSUMENTENBESCHERMING EN DIGITALE AGENDA

van

MAANDAG 16 SEPTEMBER 2019

Voormiddag

La réunion publique de commission est ouverte à 10 h 07 par M. Stefaan Van Hecke, président.

De openbare commissievergadering wordt geopend om 10.07 uur en voorgezeten door de heer Stefaan Van Hecke.

01 Le Brexit: état des lieux

- Exposé introductif du ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées, et du comte Paul Buysse, président du Brexit *High Level Group*
- Échange de vues et question jointe de Mme Melissa Depraetere au ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées sur "le Brexit" (5500275C)

Le **président**: L'échéance imminente du Brexit va monopoliser l'actualité de ces prochains mois. Les inquiétudes suscitées par ce dossier sont multiples tant parmi les Britanniques qu'ailleurs en Europe, mais aussi dans le monde économique. Le 31 octobre reste, jusqu'à nouvel ordre, la prochaine échéance cruciale. En janvier 2017, un rapport du Brexit *High Level Group* belge, présidé par le comte Paul Buysse, concluait qu'il fallait éviter à tout prix un divorce sans accord de transition et sans vision des futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE. Faute d'accord à ce jour, il est urgent de dresser un état des lieux de la situation et je souhaite la bienvenue pour ce faire au comte Paul Buysse, ainsi qu'au ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs.

01 De brexit: stand van zaken

- Inleidende uiteenzetting door de minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking, en door graaf Paul Buysse, voorzitter van de Brexit *High Level Group*
- Gedachtewisseling en toegevoegde vraag van mevrouw Melissa Depraetere aan de minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking over "de brexit" (5500275C)

De **voorzitter**: De nakende brexit zal de komende maanden de actualiteit beheersen. Dit dossier zorgt voor veel onzekerheid bij zowel de bevolking van Groot-Brittannië en elders in Europa, als in de bedrijfswereld. Tot nader order is de eerstvolgende cruciale datum 31 oktober. In januari 2017 werd in een rapport van de Belgische Brexit *High Level Group*, onder het voorzitterschap van graaf Paul Buysse, geconcludeerd dat een scheiding zonder transitieakkoord en zonder visie op de toekomstige relatie tussen het Verenigd Koninkrijk en de EU absoluut moest worden vermeden. Aangezien er nog steeds geen akkoord is, dringt zich nu een stand van zaken op en daarvoor verwelkom ik zowel graaf Paul Buysse als de minister van Werk, Economie en Consumenten.

01.01 **Wouter Beke**, ministre (*en néerlandais*): Il

01.01 Minister **Wouter Beke** (*Nederlands*): Dit is

s'agit d'un sujet essentiel – tant d'un point de vue politique qu'économique – qui occupe tous les esprits. Le moins que l'on puisse dire est que la situation politique au Royaume-Uni est volatile et que, comme l'a souligné le président, elle alimente de nombreuses inquiétudes.

Cette audition est une excellente occasion de faire le point ensemble sur les mesures qui ont déjà été préparées ou prises ainsi que sur les éventuelles étapes suivantes. Je me félicite dès lors de pouvoir compter sur la présence du comte Buysse en tant que président du Groupe de haut niveau sur le Brexit.

(En français) Suite au référendum de juin 2016, la première ministre Mme May a notifié le départ de son pays de l'Union Européenne. Après un an et demi de négociations, un accord a été trouvé sur les conditions du retrait et sur une déclaration politique quant à la relation future entre l'UE et le Royaume-Uni. Ces négociations ont été menées par l'ancien commissaire M. Barnier et, au sein du Conseil de l'Union européenne, par notre compatriote Didier Seeuws.

Durant une période de transition (jusqu'au 31 décembre 2020), il est prévu que la déclaration politique servirait de base pour un ou plusieurs accords définitifs réglant la relation future entre l'UE et le Royaume-Uni.

(En néerlandais) Je l'ai dit, la situation politique au Royaume-Uni est pour l'heure volatile: le Parlement a rejeté à trois reprises l'accord avec l'UE et le délai d'exécution de l'article 50 a déjà été prorogé deux fois pour éviter un Brexit sans accord. Quarante-cinq jours nous séparent désormais de l'échéance du 31 octobre. Le Parlement britannique a adopté une loi qui appelle le premier ministre M. Johnson à demander une nouvelle prorogation de ce délai si aucun accord avec l'UE n'est obtenu d'ici le 19 octobre prochain. Le Conseil de l'UE des 17 et 18 octobre sera déterminant à cet égard. Aujourd'hui, le premier ministre britannique rencontre le président de la Commission européenne. Les prochaines conventions des partis travailliste et conservateur détermineront également l'attitude des deux partis dans le dossier du Brexit.

La question du *backstop* irlandais ou solution de rechange constitue le problème majeur. L'accord à ce sujet implique que, dans l'attente d'une meilleure solution, l'Irlande du Nord et, par extension, l'ensemble du Royaume-Uni demeureront membres de l'union douanière européenne. L'UE souhaite en

un essentiel thème – zowel politiek als economisch – dat momenteel op ieders tong ligt. De politieke toestand in het Verenigd Koninkrijk is op zijn minst volatiel te noemen, wat zorgt voor heel wat onzekerheid, zoals de voorzitter al heeft aangegeven.

Deze hoorzitting is een uitstekende gelegenheid om samen na te gaan wat al is voorbereid en uitgevoerd en wat de mogelijke volgende stappen kunnen zijn. Ik ben dan ook heel blij met de aanwezigheid van graaf Buysse als voorzitter van de Brexit High Level Group.

(Frans) Naar aanleiding van het referendum van juni 2016 heeft premier May het vertrek van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie aangekondigd. Na anderhalf jaar onderhandelen werd er een akkoord bereikt over de uittredingsvoorwaarden, alsook over een politieke verklaring betreffende de toekomstige betrekkingen tussen de EU en het Verenigd Koninkrijk. Die onderhandelingen werden gevoerd door de voormalige commissaris Barnier en in de Raad van de Europese Unie door onze landgenoot Didier Seeuws.

De politieke verklaring zou tijdens een overgangsperiode (tot 31 december 2020) als basis dienen voor een of meerdere definitieve akkoorden over de toekomstige verhouding tussen de EU en het Verenigd Koninkrijk.

(Nederlands) De politieke toestand in het VK is dus volatiel: het Parlement heeft het akkoord met de EU tot drie keer toe verworpen en de uitvoeringstermijn van artikel 50 is al twee keer verlengd om een no-deal te vermijden. Nu resten ons nog 45 dagen tot de deadline van 31 oktober. Het Britse Parlement nam een wet aan die eerste minister Johnson oproept om een verdere verlenging te vragen als er op 19 oktober geen deal is met de EU. Van cruciaal belang is daarbij de Europese Raad op 17 en 18 oktober. Premier Johnson heeft vandaag een gesprek met de voorzitter van de Europese Commissie. Ook zullen de komende partijconventies van Labour en de conservatieve partij moeten uitwijzen hoe zij zullen inspelen op het brexitdossier.

De Ierse backstop of het terugvalakkoord vormt het grootste probleem. Dat akkoord houdt in dat Noord-Ierland en bij uitbreiding het volledige VK in de Europese douane-unie zullen blijven in afwachting van een betere oplossing. De EU wil alleszins een harde grens op het Iers eiland vermijden, en

tout cas éviter le retour d'une frontière dure sur l'île irlandaise et obtenir des garanties pour une autonomie de l'économie irlandaise; elle souhaite dans le même temps protéger l'intégrité de l'UE et du marché intérieur. Dans ce contexte, il sera crucial de savoir à quel moment Boris Johnson formulera des propositions éventuellement conciliables avec les conditions fixées par l'UE pour renoncer au *backstop* et selon quelles modalités et à quelle date le Royaume-Uni pourrait éventuellement demander un délai d'exécution prolongé de l'article 50? Il est hors de question de renoncer à tout espoir d'accord et l'UE est disposée à examiner dans un esprit constructif toute proposition britannique.

(En français) Le climat économique moins favorable et la guerre commerciale Chine – États-Unis renforcent l'incertitude.

Mais, pour des raisons politiques, économiques et géopolitiques, nous espérons parvenir à une solution négociée car le Royaume-Uni demeure notre quatrième partenaire commercial. Cependant, tous les scénarios sont pris en compte.

(En néerlandais) Un *soft* Brexit signifierait une baisse de 0,6 % du PIB et une perte de 10 000 emplois dans notre pays. Un Brexit sans accord entraînerait quant à lui une baisse de 2,35 % du PIB et des pertes d'emplois pouvant atteindre 42 000 unités. Nous ferions partie, avec l'Irlande et les Pays-Bas, des pays subissant les conséquences économiques les plus dures d'un *no deal*. Le commerce de détail, l'agroalimentaire, le textile et la chimie seraient les secteurs les plus touchés.

Le schéma tarifaire provisoire annoncé par le Royaume-Uni pour les importations toucherait environ 20 % des exportations belges et porterait essentiellement sur les véhicules, les carburants, la viande et les volailles.

(En français) En tout cas, il faudra mener des discussions complexes avec le Royaume-Uni sur la relation définitive avec l'Union. Les Européens doivent éviter une concurrence tarifaire et non tarifaire avec notre voisin d'outre-Manche, dommageable pour nos entreprises. Dès lors, un *level playing field* s'avère nécessaire.

(En néerlandais) Le comte Buysse va à présent commenter les travaux du Brexit *High Level Group*. Ensuite, je m'arrêterai quelques instants encore à notre préparation à un Brexit *no deal*.

garanties voor een Ierse *all island*-economie en de integriteit van de EU en de interne markt. Daarom is het cruciaal om te weten wat en tegen wanneer Boris Johnson kan voorstellen om de voorwaarden van de EU te verzoenen met het opgeven van die backstop, en hoe en wanneer het VK eventueel een verlengde uitvoeringstermijn van artikel 50 kan vragen? De hoop op een akkoord kan en mag niet worden opgegeven en de EU wil elk constructief Brits voorstel nader bekijken.

(Frans) Het minder gunstig economisch klimaat en de handelsoorlog tussen China en de Verenigde Staten vergroten de onzekerheid.

Om politieke, economische en geopolitieke redenen hopen we echter via onderhandelingen tot een oplossing te komen. Het Verenigd Koninkrijk blijft immers onze op drie na grootste handelspartner. Er wordt echter met alle mogelijke scenario's rekening gehouden.

(Nederlands) Een *soft* brexit zou voor ons land een daling met 0,6 % van het bnp en een verlies van 10.000 jobs betekenen. Een *no-deal*brexit zou een daling van het bnp tot 2,35 % en een verlies tot 42.000 jobs kunnen veroorzaken. Ons land zou samen met Ierland en Nederland de meeste economische schade lijden. Vooral de detailhandel, de voedingsindustrie, de textielindustrie en de chemische sector zouden worden getroffen.

Het VK kondigde een voorlopig tariefschema aan voor de import. Hierdoor zou ongeveer 20 % van de Belgische uitvoer worden geraakt, vooral in de export van voertuigen, brandstoffen, vlees en pluimvee.

(Frans) In elk geval zullen er complexe gesprekken met het Verenigd Koninkrijk over de definitieve betrekkingen met de Unie gevoerd moeten worden. De Europeanen moeten een voor onze bedrijven schadelijke tarifaire en niet-tarifaire concurrentie met ons buurland aan de overkant van het Kanaal voorkomen. Daartoe moet er een *level playing field* komen.

(Nederlands) Graaf Buysse zal nu het werk van de Brexit *High Level Group* toelichten. Nadien zal ik nog even stilstaan bij onze voorbereidingen op een *no-deal*brexit.

01.02 Paul Buysse (*en néerlandais*): La situation est extrêmement volatile. Nous devons nous préparer au mieux à toutes les situations possibles. Toutes les possibilités sont hélas négatives. Il s'agira en tout état de cause d'une situation *lose-lose*.

Le Brexit *High Level Group* est constitué de représentants de toutes les fédérations intersectorielles, de la BNB, des agences d'exportation régionales et d'une série d'entrepreneurs. Nous nous sommes déjà réunis à quatorze reprises en présence du ministre de l'Économie. La dernière réunion a eu lieu pas plus tard que la semaine dernière. Le Brexit *High Level Group* était opérationnel dès avant l'organisation du référendum.

(*En français*) Le Groupe de haut niveau a formulé sept recommandations: un processus de Brexit transparent et flexible, l'importance de mesures transitoires, de mesures de soutien, la nécessité d'attirer de nouvelles activités, un accord de libre échange ambition, la préparation au niveau belge, la préservation du marché intérieur européen. Pour certains de ces axes, la réalité politique d'outre-Manche a fait obstacle aux résultats.

Le groupe a été institué bien avant le référendum britannique: ses deux rapports publiés ont permis de sensibiliser les acteurs économiques comme l'opinion publique. Il a plaidé pour une période de transition auprès de la Commission européenne, afin de garantir stabilité et prévisibilité pour les entreprises. En décembre 2017, le second rapport suggérait déjà de se préparer à un *no deal*.

Le ministre de l'Économie a lancé des tournées dans les provinces, en coopération avec les chambres de commerce et les fédérations. On a informé les entreprises à propos de la normalisation, des procédures de douane, des problèmes de brevets, des suites juridiques des contrats en vigueur ou de l'impact des fluctuations de change.

Le Groupe de haut niveau a également stimulé les échanges entre les autorités et le secteur privé. Il a collecté les questions et les remarques des acteurs économiques et les a traduites en initiatives concrètes.

(*En néerlandais*) Je songe notamment au

01.02 Paul Buysse (*Nederlands*): De situatie is uitermate volatiel. We moeten ons zo goed mogelijk op elke mogelijke situatie voorbereiden. Helaas zijn alle mogelijkheden negatief. Het zal altijd gaan over een *lose-lose*-situatie.

De Brexit *High Level Group* bestaat uit vertegenwoordigers van alle intersectoriële federaties, de NBB, de regionale exportagentschappen en een aantal ondernemers. Wij zijn in aanwezigheid van de minister van Economie reeds veertien keer bijeengekomen. De laatste vergadering was vorige week nog. De Brexit *High Level Group* was reeds operationeel voordat het referendum werd gehouden.

(*Frans*) De *High Level Group* (HLG) heeft zeven aanbevelingen geformuleerd: een transparant en flexibel brexitproces, het belang van overgangsmaatregelen, ondersteunende maatregelen, de noodzaak om nieuwe activiteiten aan te trekken, een ambitieus vrijhandelsakkoord, de voorbereiding op Belgisch niveau en het vrijwaren van de Europese interne markt. Op sommige punten konden er geen resultaten geboekt worden als gevolg van de politieke situatie in Groot-Brittannië.

De HLG werd geruime tijd vóór het Britse referendum opgericht. Dankzij de twee rapporten die ze gepubliceerd heeft konden de economische actoren en de publieke opinie gesensibiliseerd worden. Ze heeft bij de Europese Commissie voor een overgangperiode gepleit om de bedrijven stabiliteit en voorspelbaarheid te bieden. In december 2017 werd er in het tweede rapport al voorgesteld om zich voor te bereiden op een *no-dealscenario*.

De minister van Economie heeft roadshows georganiseerd in de provincies, in samenwerking met de Kamers van Koophandel en de federaties. Men heeft de bedrijven geïnformeerd over normalisatie, douaneprocedures, patentproblemen, juridische gevolgen van de lopende contracten en de impact van de wisselkoersschommelingen.

De *High Level Group* heeft ook de uitwisselingen tussen de overheid en de privésector gestimuleerd. Ze heeft de vragen en opmerkingen van de economische actoren ingezameld en in concrete initiatieven omgezet.

(*Nederlands*) Ik denk bijvoorbeeld aan de

Brexit *Scan* mis au point par le SPF Économie, qui permet aux entreprises d'évaluer l'impact concret que le Brexit aura sur elles. Ce scan a déjà été réalisé à 25 000 reprises, ce qui montre qu'il s'agit d'un instrument utile et que les entreprises se préparent effectivement.

La liste des questions fréquemment posées constitue une autre initiative. Une première version avait déjà été créée en 2016 à l'initiative du Brexit *High Level Group*. Une version mise à jour a été mise en ligne en septembre 2018. Et début octobre une version partant d'un *no deal* pourra être consultée. Pour les entreprises, cet instrument se révèle indispensable.

Le Brexit *High Level Group* en appelle aux entreprises à se montrer pragmatiques si le scénario d'un *no deal* devait l'emporter en ce qui concerne, par exemple, l'organisation des transports. Il importe également que les entreprises qui exportent beaucoup vers le Royaume-Uni acquièrent en temps utile d'autres débouchés.

(*En français*) En ces temps imprévisibles, le Groupe de haut niveau joue son rôle de stabilisateur entre les autorités et le monde économique. Dans la période à venir, il montrera certainement encore sa valeur ajoutée.

01.03 Wouter Beke, ministre (*en néerlandais*): En début d'année, le Conseil des ministres a décidé de procéder à des recrutements supplémentaires pour assurer le suivi du dossier du Brexit. Du personnel a déjà été embauché dans certains départements, dans d'autres, la procédure est en cours.

Le 3 avril, le Parlement fédéral a adopté une loi sur le Brexit, laquelle n'entrera en vigueur qu'en cas de *no deal*. Les dates d'entrée en vigueur et d'abrogation de la loi seront réglées par arrêté royal. La loi dispose que les ressortissants britanniques et les membres de leur famille conservent leur droit de séjour. Les demandes en cours sont traitées en vertu des anciennes règles, de même que les regroupements familiaux. Il en sera ainsi jusqu'au 31 décembre 2020. Jusqu'à cette date, les droits de tous les ressortissants britanniques sont maintenus dans le domaine de la sécurité sociale fédérale, sous réserve de réciprocité et d'une coopération administrative avec les autorités britanniques.

En vertu des règles relatives à l'autonomie de l'*Interconnector UK Limited*, la sécurité d'approvisionnement de la Belgique est garantie en cas de *no deal* jusqu'à la signature d'un traité.

Brexit *Scan*, développé par le FOD Economie. Met die scan kunnen ondernemingen bepalen wat de concrete impact op hun onderneming zal zijn. De scan werd al 25.000 keer uitgevoerd. Dat toont aan dat het een nuttig instrument is en dat onze ondernemingen zich wel degelijk voorbereiden.

Een ander initiatief is de lijst van veelgestelde vragen. Op initiatief van de Brexit High Level Group werd een eerste versie al in 2016 gecreëerd. Een bijgewerkte versie werd in september 2018 online gezet. Begin oktober zal een versie te consulteren zijn die uitgaat van een *no-deal*. Voor ondernemingen blijkt dit een onmisbaar instrument.

De Brexit High Level Group roept bedrijven ook op in de eerste dagen na een *no-deal* pragmatisch te zijn, bijvoorbeeld bij de organisatie van transporten. Het is ook van belang dat bedrijven die erg veel naar het Verenigd Koninkrijk exporteren, tijdig andere mogelijke afzetmarkten aanboren.

(*Frans*) In deze onvoorspelbare tijden speelt de High Level Group een rol van stabilisator tussen de overheid en het bedrijfsleven. In de komende periode zal ze ongetwijfeld haar toegevoegde waarde blijven bewijzen.

01.03 Minister Wouter Beke (*Nederlands*): Begin dit jaar besliste de ministerraad extra aanwervingen te doen om het brexitdossier op te volgen. In sommige departementen is dat gebeurd, in andere loopt de procedure.

Op 3 april werd een federale brexitwet goedgekeurd, die alleen maar in werking zal treden in geval van een *no-deal*. De datum van de in- en uitwerkingtreding wordt geregeld bij koninklijk besluit. In die wet staat dat Britse onderdanen en hun familieleden hun verblijfsrecht behouden. Hangende aanvragen verlopen volgens de oude regels, net als gezinsherenigingen. Dat geldt tot 31 december 2020. De federale socialezekerheidsrechten van alle Britse onderdanen worden tot dan verder gegarandeerd. Dit geldt op voorwaarde van wederkerigheid en van administratieve samenwerking met de Britse autoriteiten.

Door de regels over de onafhankelijkheid van Interconnector UK Limited wordt de bevoorradingszekerheid van België in geval van een *no-deal* verder gegarandeerd tot er een verdrag kan worden gesloten.

En matière de justice, sous réserve de réciprocité, le maintien des droits des avocats britanniques acquis sur base d'établissement est assuré jusqu'au 31 décembre 2020.

Dans le domaine des services financiers, des mesures pourront être prises afin d'assurer la continuité de ces services et des conventions.

Pour ce qui est de la fiscalité, jusqu'au 31 décembre 2019, le Royaume-Uni est assimilé à l'UE pour la perception des impôts fédéraux. Il est question, par ailleurs d'une clause et d'un critère de réciprocité. Je mentionne également la possibilité d'une levée des sanctions pour les opérateurs économiques agréés de bonne foi.

En matière d'emploi, plusieurs arrêtés royaux en préparation permettront d'assurer la continuité jusque fin 2020.

S'agissant de la perception transfrontalière de pensions alimentaires pour des enfants, une solution commune est en cours d'élaboration.

Des effectifs supplémentaires seront recrutés à raison d'un total de 450 ETP. Ils viendront renforcer l'AFSCA, la douane, l'AFMPS, le SPF Affaires étrangères, le SPF Économie, la Police Fédérale et les services de la Mobilité. Les Régions ont également pris des mesures préparatoires que je vous montre sur l'écran.

Dans le cas d'un Brexit sans accord, la Commission européenne a décidé le 4 septembre que les entreprises touchées pourraient faire appel à des moyens provenant de deux fonds européens actuels, à savoir le Fonds de solidarité de l'Union européenne et le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Il sera recouru à l'enveloppe actuelle de ces deux fonds qui génèrent un montant d'environ 750 millions d'euros. En pratique, les moyens seront probablement réservés aux pays les plus touchés. Les modalités précises du recours à ces enveloppes font actuellement l'objet de négociations au sein des institutions européennes.

Les membres belges du Parlement européen ont insisté pour que l'examen et l'adoption des propositions de la Commission européenne soient accélérés.

Avec les Pays-Bas et la France, la Belgique approche les pays de l'Europe centrale et orientale pour éviter le chaos après un éventuel *no deal*. Grâce à la sensibilisation, nous pouvons essayer d'éviter un problème de mobilité dans notre pays.

Op het vlak van justitie is er het behoud van op basis van vestiging verworven rechten van Britse advocaten tot 31 december 2020, op voorwaarde van reciprociteit.

Inzake de financiële diensten worden maatregelen mogelijk om de continuïteit van die diensten en overeenkomsten te garanderen.

Op fiscaal vlak wordt het VK tot 31 december 2019 gelijkgesteld aan de EU voor de inning van federale belastingen. Bovendien is er sprake van een reciprociteitskwestie en –vereiste. Ik vermeld ook nog de mogelijkheid van de ontheffing van de sancties voor erkende economische operatoren, in geval van goede trouw.

In verband met de werkgelegenheid werden een aantal KB's voorbereid die voor continuïteit moeten zorgen tot eind 2020.

Inzake de grensoverschrijdende inning van onderhoudsbijdragen voor kinderen wordt gewerkt aan een gezamenlijke oplossing.

In totaal zijn er 450 VTE's opengesteld om extra personeel aan te werven. Het gaat om bijkomende capaciteit voor het FAVV, de douane, het FAGG, de FOD Buitenlandse Zaken, de FOD Economie, de Federale Politie en Mobiliteit. De regio's hebben ook voorbereidingen getroffen, die ik laat zien op een slide.

In geval van een no-dealbrexit heeft de Europese Commissie op 4 september beslist dat de getroffen bedrijven een beroep zullen kunnen doen op middelen uit twee bestaande Europese fondsen, met name het Europese Solidariteitsfonds en het zogenaamde Globaliseringsfonds. Beide fondsen zullen putten uit de bestaande enveloppe. Beide fondsen genereren ongeveer 750 miljoen euro en in de praktijk zullen de middelen allicht naar de zwaarst getroffen landen gaan. De onderhandelingen over de precieze modaliteiten worden op dit ogenblik binnen de Europese instellingen gevoerd.

Ik steun de oproep van de Belgische leden van het Europees Parlement om de voorstellen van de EC sneller te bespreken en goed te keuren.

Samen met Nederland en Frankrijk benadert België Centraal- en Oost-Europese landen om chaos te vermijden na een eventuele no-deal. Door sensibilisering kunnen we een mobiliteitsknoep in ons land proberen te vermijden.

(En français) Nous avons voulu rendre compte du rôle important du Groupe de haut niveau dans la préparation en Belgique. Je remercie le comte Buysse pour son dévouement en faveur des intérêts économiques belges.

Le **président**: La présentation Powerpoint vous sera envoyée par courriel.

01.04 Melissa Depraetere (sp.a): Un *no deal* peut avoir un impact négatif important sur notre économie et sur l'emploi dans notre pays, a fortiori en Flandre occidentale. Les entreprises du continent et les entreprises britanniques cherchent des solutions et les Pays-Bas, principalement, semblent trouver des côtés positifs à cette tragédie en laissant des entreprises se relocaliser sur leur territoire. Dans notre pays, cette matière relève de la compétence des Régions, mais les autorités fédérales peuvent jouer un rôle de coordination. Notre pays a-t-il déjà pu sauver des emplois et des investissements par une relocalisation des entreprises en Belgique? Prenons-nous des initiatives dans ce domaine? Dans l'affirmative, de quels montants parlons-nous?

Le ministre s'est référé aux ETP qui devraient contribuer à compenser un Brexit dur. Les 450 vacances ont-elles déjà été pourvues?

La législation européenne existante en matière de reconnaissance mutuelle et de normes reconnues pourra-t-elle rester applicable? Les Britanniques voudront-ils poursuivre la coopération à long terme? Le Royaume-Uni transposera-t-il volontairement, à l'instar de la Suisse, les directives européennes? C'est là la meilleure façon d'épargner les entreprises.

01.05 Anneleen Van Bossuyt (N-VA): Éviter un Brexit dur est dans l'intérêt de tous. Dans la vie politique, l'échéance du 31 octobre 2019 reste lointaine. J'espère que le gouvernement belge continuera à plaider sur la scène européenne pour un Brexit le plus doux possible.

Des mesures spécifiques ont-elles été prises en faveur des entreprises belges opérant dans les secteurs les plus durement touchés, c'est-à-dire le commerce de détail et le secteur alimentaire?

Que fait la Belgique, à l'instar des Pays-Bas, pour inciter des entreprises à investir chez nous dans le secteur des importations de marchandises sur le continent européen?

Le ministre a cité le chiffre de 450 emplois vacants, mais leur pourvoi concret est plus important que le

(Frans) We hebben willen wijzen op de belangrijke rol die de Brexit High Level Group gespeeld heeft bij de voorbereiding in België. Ik wil graaf Buysse danken voor zijn inzet bij de verdediging van de Belgische economische belangen.

De **voorzitter**: De print van de powerpoint zal per mail worden verstuurd.

01.04 Melissa Depraetere (sp.a): Een no-deal kan een grote negatieve impact hebben op onze economie en werkgelegenheid, zeker in West-Vlaanderen. Bedrijven op het vasteland en bedrijven in het VK zoeken uitwegen en vooral Nederland lijkt er goed in om positieve kanten te vinden aan deze tragedie door bedrijven te laten oversteken. In ons land is dat een bevoegdheid van de Gewesten, maar de federale overheid kan een coördinerende rol spelen. Heeft ons land al jobs en investeringen kunnen redden door bedrijven naar hier te halen? Leveren wij inspanningen op dat vlak? Zo ja, over welke bedragen hebben we het dan?

De minister verwees naar de VTE's die moeten helpen om een harde brexit op te vangen. Zijn de 450 vacatures al ingevuld?

Zal de bestaande Europese wetgeving rond de wederzijdse erkenning en de erkende standaarden nog kunnen blijven gelden? Zullen de Britten ook op lange termijn willen meewerken? Zal het land, net als Zwitserland, Europese richtlijnen vrijwillig omzetten? Dit is immers de beste manier om bedrijven te ontzien.

01.05 Anneleen Van Bossuyt (N-VA): Het is in ieders belang om een harde brexit te vermijden. In het politieke leven is 31 oktober 2019 nog veraf. Ik hoop dat deze regering in Europa zal blijven pleiten voor een zo soft mogelijke brexit.

Zijn er specifieke maatregelen genomen voor de Belgische bedrijven uit sectoren die het meest zullen worden getroffen, namelijk de detailhandel en de voedingssector?

Wat doen we om, zoals in Nederland gebeurt, bedrijven aan te trekken om in ons land te investeren voor de invoer van goederen in het Europese continent?

De minister had het over 450 vacatures, maar belangrijker dan het aantal is de invulling ervan.

nombre. Quel est l'état d'avancement des recrutements? Hoe staat het daarmee?

Par ailleurs, un Brexit dur pourrait avoir pour conséquence que les principes de la reconnaissance réciproque mais aussi des normes standard pour les produits ne soient plus d'application. En tant qu'ancienne présidente de la commission Marché interne et Protection des consommateurs au Parlement européen, j'ai appris des parlementaires britanniques que cela ne devrait gère poser de problèmes au début. Mais le Royaume-Uni collaborera-t-il volontairement concernant une nouvelle législation, comme c'est notamment le cas de la Suisse. Qu'advient-il concernant les droits de propriété intellectuelle?

Daarnaast zou een harde brexit als gevolg kunnen hebben dat het principe van wederzijdse erkenning, ook van de standaarden voor producten, wegvalt. Als toenmalig voorzitter van de commissie Interne Markt en Consumentenbescherming van het Europees Parlement heb ik van de Britse parlementsleden geleerd dat dit in het begin wellicht weinig problemen zou opleveren. Maar zal het Verenigd Koninkrijk in de toekomst vrijwillig samenwerken rond nieuwe wetgeving, zoals bijvoorbeeld Zwitserland? Wat zal er gebeuren rond de intellectuele eigendomsrechten?

Selon le ministre, le Fonds européen pour la Globalisation et le Fonds européen de Solidarité fourniront des moyens. Mon expérience m'a toutefois appris qu'il est difficile pour les entreprises d'obtenir ces subsides. Le ministre leur apportera-t-il son soutien? Ces moyens sont attribués prioritairement aux régions les plus touchées. Sur la base de quels critères le sont-ils?

Volgens de minister kan het Europees Fonds voor Globalisering en het Europees Solidariteitsfonds middelen opleveren. Mijn ervaring leert echter dat het voor bedrijven moeilijk is om die subsidies binnen te halen. Zal de minister hen helpen? Die middelen gaan in de eerste plaats naar de meest getroffen regio's. Op basis van welke criteria gebeurt dat?

01.06 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen): En tant que parlementaires belges, nous avons peu d'influence mais nous sommes conscients de la totale imprévisibilité du dossier et du caractère néfaste, pour tous, d'un chaos politique. Nous soutenons donc un dialogue jusqu'au terme des délais. Même si un *no deal* est probable, ensuite il faudra dialoguer.

01.06 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen): Als Belgische parlementsleden hebben we maar weinig invloed, maar we zijn ons er wel van bewust dat de uitkomst van dit dossier totaal onvoorspelbaar is en dat politieke chaos schadelijk is voor iedereen. We zijn er dan ook voorstander van dat we de dialoog blijven voeren tot de deadline. Ook al is de kans op een *no-deal* groot, we zullen achteraf de dialoog moeten voortzetten.

Les chiffres de la KUL impressionnent; il serait terrible que 42 000 emplois soient perdus en Belgique.

De cijfers van de KU Leuven kunnen niemand onberoerd laten. Het zou verschrikkelijk zijn als er 42.000 banen in België zouden verdwijnen.

Selon la presse, une note du cabinet Ducarme prévoit une campagne lancée le 1^{er} septembre à l'attention des entreprises et notamment des PME. S'agit-il d'une campagne spécifique aux PME, moins bien armées pour répondre au défi? Certaines des mesures d'accompagnement évoquées sont-elles dédiées en particulier aux PME?

Volgens de pers voorziet een nota van het kabinet van minister Ducarme in een campagne die vanaf 1 september voor de bedrijven en met name de kmo's georganiseerd zou worden. Is die campagne specifiek op de kmo's gericht? Die zijn doorgaans minder goed toegerust om de gevolgen van de brexit het hoofd te bieden. Zijn sommige van de vermelde flankerende maatregelen in het bijzonder voor de kmo's bestemd?

Impact Scan, un outil mis en place par l'UE, permet aux entreprises de calculer les effets du Brexit sur elles. Comment l'évaluez-vous? A-t-il été utile?

Impact Scan, een door de EU geïmplementeerd instrument, stelt bedrijven in staat de effecten van de brexit op hen te berekenen. Hoe evalueert u dat instrument? Heeft het zijn nut bewezen?

Un *no deal* aura inévitablement des effets négatifs mais quelles sont les opportunités d'un *hard* Brexit pour les entreprises? Peut-on les anticiper et les

Een *no-deal* zal onvermijdelijk negatieve gevolgen hebben, maar welke kansen en mogelijkheden biedt een harde brexit voor de bedrijven? Kan men

mesurer? Y a-t-il un équivalent du Groupe de haut niveau au Royaume-Uni? Quelles seraient ses conclusions et ses recommandations au monde économique?

Enfin, certains produits de consommation sont-ils plus susceptibles d'augmentation ou de pénurie?

01.07 Patrick Prévot (PS): La Belgique est une victime collatérale d'une décision qui ne nous appartient pas puisque même dans le cas d'un *soft* Brexit, au moins 10 000 emplois sont en jeu.

Sommes-nous prêts à assumer un Brexit, quel qu'il soit? Combien d'entreprises se disent-elles prêtes? Combien ont-elles réalisé le Brexit *Impact Scan*? Les mesures prises en mars 2019 restent-elles suffisantes? A-t-on envisagé des mesures proactives pour faire du Brexit une opportunité?

Pouvez-vous nous informer sur la proposition de la Commission européenne de mettre à disposition certains fonds européens?

Existe-t-il une analyse pointue des conséquences à court terme, pour notre pays, d'une éventuelle sortie sans accord?

Nous sommes à présent, Monsieur Buysse, "au bord de la falaise" (ce *cliff edge* que vous évoquiez en 2018), sans savoir si le Royaume-Uni va sauter ou non. Comment envisagez-vous les étapes à venir?

01.08 Reccino Van Lommel (VB): Les Britanniques ont effectué en 2016 un choix démocratique que nous devons respecter. Les conséquences d'un Brexit sont toutefois difficiles à prévoir et nous devons donc bien nous préparer à tous les scénarios. Selon les scénarios, ce sont 10 000 ou 42 000 emplois qui sont en jeu. Pour nous, de bonnes négociations entre l'UE, qui être ouverte à un tel accord, et le Royaume-Uni sont donc essentielles.

Le ministre est-il disposé à inciter l'UE à ne pas se montrer trop inflexible, pour que la Grande-Bretagne puisse quitter l'Union le 31 octobre avec un accord? Espérons que les fonds d'aide de deux fois 750 millions d'euros bénéficieront le plus possible aux pays les plus touchés, dont la Belgique. Comment accompagnerons-nous les entreprises dans le cadre de l'obtention de ces

daarop anticiperen en kunnen die kansen gemeten worden? Bestaat er een equivalent van de High Level Group in het Verenigd Koninkrijk? Tot welke conclusies en aanbevelingen voor het bedrijfsleven komt die groep?

Bestaat er ten slotte een kans dat bepaalde consumentenproducten meer of minder aangeboden zullen aangeboden worden dan andere?

01.07 Patrick Prévot (PS): België is ongewild het slachtoffer van een beslissing waar we geen vat op hebben, want zelfs in geval van een zachte brexit staan er minstens 10.000 banen op het spel.

Zijn we voorbereid om de gevolgen van een brexit, in welke vorm dan ook, op te vangen? Hoeveel ondernemingen hebben verklaard dat ze er klaar voor zijn? Hoeveel bedrijven hebben de Brexit Impact Scan uitgevoerd? Volstaan de maatregelen die in maart 2019 genomen werden nog steeds? Werden er proactieve maatregelen onderzocht om van de brexit een opportuniteit te maken?

Kunt u ons meer informatie geven over het voorstel van de Europese Commissie om bepaalde Europese fondsen ter beschikking te stellen?

Bestaat er een gedetailleerde analyse van de kortetermijnevolgen voor ons land van een mogelijke no-dealbrexit?

We staan nu, mijnheer Buysse, 'aan de rand van de klif' (de *cliff edge* waar u het in 2018 over had), zonder dat we weten of het Verenigd Koninkrijk zal springen of niet. Hoe stelt u zich de volgende stappen voor?

01.08 Reccino Van Lommel (VB): De Britten hebben in 2016 een democratische keuze gemaakt en dat moeten we respecteren, maar de gevolgen van een brexit zijn niet te voorspellen, dus moeten we elk scenario goed voorbereiden. Naargelang het scenario spreken we over 10.000 of 42.000 jobs. Voor ons zijn goede onderhandelingen tussen de EU, die moet openstaan voor een degelijk akkoord, en het VK dan ook essentieel.

Is de minister bereid om de EU daartoe aan te sporen en zich niet al te onbuigzaam op te stellen, zodat Groot-Brittannië op 31 oktober met een akkoord uit de EU kan stappen? Hopelijk zullen de steunfondsen van twee keer 750 miljoen euro ook zoveel mogelijk naar de getroffen landen gaan, waaronder dus België. Hoe zullen wij de bedrijven daarin begeleiden en wat zullen de

fonds et quels seront les critères d'octroi? Notre pays dégagera-t-il également lui-même une aide financière pour les entreprises touchées? A-t-il également été tenu compte de l'impact possible des entreprises qui se réinstalleront ici après leur départ du Royaume-Uni? Quel serait alors le bilan global en termes d'emplois?

01.09 Michel De Maegd (MR): Des milliers d'entreprises – principalement des PME – exportent outre-Manche. L'impact du Brexit est inquiétant, visant 42 000 emplois et 2,3 % du PIB. Sans accord, les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union relèveraient des règles de l'OMC. Plus drastiques, elles restreindraient le commerce entre les deux parties.

Vous évoquez un fonds de 700 millions d'euros mis à la disposition des 27 États membres de l'Union européenne, budget trop étriqué pour aider nos entreprises. Sur quelle période s'étalera-t-il? Quels sont les critères retenus? Dans quel délai nos entreprises y auront-elles accès? Vu la bureaucratie, comment les aider à en bénéficier?

Les effets du Brexit sur les États membres dureront probablement une dizaine d'années. Lors des négociations budgétaires européennes pour 2020-2027, allouera-t-on de l'argent pour prévenir ces conséquences à long terme? Quelles seront les mesures prises pour dynamiser nos échanges avec le Royaume-Uni? Y enverra-t-on des attachés commerciaux?

Le commissaire européen en charge de l'agriculture avait garanti que les secteurs agricoles les plus menacés par un Brexit dur pourraient solliciter des aides européennes. Qu'en est-il? De tels fonds pourront-ils soutenir d'autres secteurs?

Depuis l'annonce du Brexit, les grandes villes européennes veillent à attirer les entreprises britanniques qui auront besoin de disposer d'un ancrage européen. Combien d'entreprises britanniques cherchent-elles à se relocaliser chez nous, dans cette perspective?

En cas de *no deal*, toutes les marchandises en circulation seront davantage surveillées. Sans accord, la situation aux douanes deviendra

toekenningsvoorwaarden zijn? Zal ons land ook zelf financiële steun uittrekken voor de getroffen bedrijven? Heeft men ook rekening gehouden met de mogelijke impact van bedrijven die zich vanuit het VK hier zullen hervestigen? Hoe zou het totaalplaatje qua jobs er dan uitzien?

01.09 Michel De Maegd (MR): Duizenden bedrijven – hoofdzakelijk kmo's – exporteren naar Groot-Brittannië. De impact van de brexit is een punt van zorg, want er zouden 42.000 banen verloren kunnen gaan, wat neerkomt op 2,3 % van het bbb. Zonder akkoord zouden de handelsbetrekkingen tussen het Verenigd Koninkrijk en de EU onder de regels van de WTO vallen. Aangezien die regels strenger zijn, zou er een rem worden gezet op de handel tussen beide partijen.

U maakt gewag van een fonds van 700 miljoen euro dat ter beschikking zou worden gesteld van de 27 EU-lidstaten, maar dat budget is te krap om onze bedrijven te helpen. Over welke periode wordt het gespreid? Welke criteria worden er in dat verband gehanteerd? Wanneer zullen onze bedrijven er toegang toe krijgen? Hoe kan men ze helpen om aanspraak te maken op dat fonds, in de wetenschap dat er nogal wat administratieve formaliteiten bij komen kijken?

De lidstaten zullen de gevolgen van de brexit waarschijnlijk een tiental jaar voelen. Zal er in het kader van de onderhandelingen over de EU-begroting voor 2020-2027 geld worden uitgetrokken om die langetermijngevolgen te ondervangen? Welke maatregelen zullen er genomen worden om onze handel met Groot-Brittannië te stimuleren? Zullen er handelsattachés naar het land worden afgevaardigd?

De Europees commissaris voor Landbouw had toegezegd dat de landbouwsectoren die het zwaarst getroffen dreigen te worden door een harde brexit aanspraak zouden kunnen maken op Europese steun. Kunt u daar nader op ingaan? Zullen die fondsen aangewend kunnen worden om andere sectoren te steunen?

Sinds de aankondiging van de brexit proberen de grote Europese steden de Britse bedrijven aan te trekken die een Europese verankering nodig hebben. Hoeveel Britse bedrijven overwegen zich daarvoor in België te vestigen?

In geval van een *no-deal* zullen alle goederen die in omloop zijn, strenger gecontroleerd worden. Zonder akkoord zal de situatie bij de douane onhoudbaar

ingérable. On évoque des files interminables de camions et la perte de denrées alimentaires périssables. Outre les recrutements aux douanes, quelles sont les autres mesures prévues afin d'éviter ces complications?

Enfin, quel sera l'impact sur nos hautes écoles et nos universités? Dans le domaine de la recherche, quel sera l'impact sur le programme Erasmus?

01.10 Leen Dierick (CD&V): Personne ne sortira vainqueur du Brexit. Ses conséquences seront très dures pour la Belgique, plus que pour d'autres États membres. Il importe, par conséquent, de bien nous préparer. Le Brexit *High Level Group* a été créé à cet effet, une loi d'urgence a été adoptée et un Brexit *Impact Scan* a été réalisé. Nous espérons à présent que les entreprises belges qui opèrent au Royaume-Uni et nos compatriotes qui y vivent recevront rapidement des éclaircissements sur leur avenir.

Le Brexit *Impact Scan* est un outil utile et qui rencontre un franc succès. Il comptabilise déjà 25 000 téléchargements, mais suffit-il pour se préparer au Brexit? Les entreprises l'utilisent-elles effectivement? Faut-il encore faire un effort supplémentaire?

Le gouvernement doit également se préparer. L'annonce de recrutements additionnels est positive, mais trouve-t-on des candidats adéquats? Combien de personnes ont-elles déjà été embauchées?

D'aucuns craignent des embouteillages aux frontières. Des mesures pour les éviter peuvent-elles être prises? Les douanes et les entreprises vont devoir s'adapter, mais les échanges commerciaux doivent se poursuivre. Une période de transition est-elle prévue?

Il faut espérer que les eurodéputés belges agiront de concert pour veiller à ce que nos entreprises puissent prétendre au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation et au Fonds de solidarité de l'Union européenne. J'espère également que les conditions seront favorables. La clarté doit rapidement être faite à ce sujet. Des mesures ont-elles déjà été prises pour accompagner nos entreprises dans ce cadre?

Nous avons récemment approuvé des mesures pour rendre la vie économique plus attractive en Belgique, comme la réforme du Code des sociétés et des associations. Savons-nous déjà quelles

worden. Zo wordt er gewag gemaakt van ellenlange vrachtwagenfiles en het verlies van bederfelijke voedingsmiddelen. Welke andere maatregelen werden er getroffen, naast het aanwerven van personeel bij de douanediens ten, om dergelijke verwikkelingen te voorkomen?

Wat zullen ten slotte de gevolgen zijn voor onze hogescholen en universiteiten? Wat zal, in de sector van het onderzoek, de impact op het Erasmusprogramma zijn?

01.10 Leen Dierick (CD&V): De brexit is een verhaal dat enkel verliezers kent. Ons land zal zeer hard getroffen worden, veel harder dan andere lidstaten. We moeten ons dus goed voorbereiden. Er was al de oprichting van de Brexit High Level Group, een noodwet en een Impact Scan. Nu hopen we dat er snel duidelijkheid komt voor onze bedrijven en landgenoten die in het VK verblijven.

De Impact Scan is een goede en succesvolle tool. Hij werd al 25.000 keer gedownload, maar is dat voldoende als voorbereiding? Gaan de bedrijven hier ook effectief mee aan de slag? Moet er nog een tandje bij geschakeld worden?

Ook de overheid moet zich voorbereiden. Het is goed dat er extra vacatures werden opengesteld, maar vinden we ook de geschikte mensen? Hoeveel aanwervingen zijn er al gebeurd?

Er wordt gevreesd voor verkeersopstoppingen aan onze landsgrenzen. Kunnen er maatregelen genomen worden om dat te vermijden? De douane en de bedrijven zullen zich moeten aanpassen, maar de handel moet blijven doorgaan. Komt er een overgangsperiode?

Hopelijk trekken onze Belgische Europarlementsleden allemaal aan hetzelfde zeel om ervoor te zorgen dat onze bedrijven aanspraak zullen kunnen maken op het Europees Globaliseringsfonds en het Europees Solidariteitsfonds. Ik hoop ook op gunstige voorwaarden. Hierover moet snel duidelijkheid komen. Zijn er al maatregelen genomen om onze bedrijven hierin te begeleiden?

Onlangs hebben wij maatregelen goedgekeurd om het bedrijfsleven in België aantrekkelijker te maken, zoals een hervorming van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen. Weten we al

entreprises se relocaliseraient éventuellement en Belgique et quel serait l'impact de ce transfert?

01.11 Roberto D'Amico (PVDA-PTB): Pour mon groupe, cet échange de vues devrait être une occasion de mener un débat de fond sur l'Europe. Le réalisateur Ken Loach avouait à propos du Brexit qu'il voterait pour rester tout en appelant de ses vœux une autre Europe. Ceux qui ont voté en faveur du Brexit, en effet, en avaient assez du dumping social, de la liquidation de l'industrie, des emplois disparus, du rail démolé par la privatisation et ils ont eu peur qu'il arrive la même chose aux soins de santé. Tout ceci résulte des politiques libérales de Thatcher et de Blair mais pour la majorité des Britanniques, l'UE n'offre pas d'alternative.

Le PTB veut une autre Europe: celle de la démocratie, de la transparence et de la solidarité. Au lieu de dumping social, il faut un salaire minimum européen élevé. À la place des paradis fiscaux, nous avons besoin d'une taxe des millionnaires. Une transformation profonde est nécessaire, qui passe par la remise en question des traités européens en vigueur. Nous avons besoins d'investissements publics dans l'emploi, les infrastructures et les services publics.

Pour aider les entreprises à se préparer au Brexit, le gouvernement se tourne surtout vers les organisations patronales. Avez-vous entendu les syndicats? Sont-ils impliqués dans les discussions? Depuis 2008, on voit les travailleurs payer les conséquences du capitalisme. Pour nous, les effets du Brexit ne peuvent servir de prétexte à de nouvelles attaques contre les droits des travailleurs européens.

Comment éviterez-vous que ce soient une fois de plus les travailleurs qui paient, par des baisses de salaire, des pertes d'emploi et une insécurité grandissante?

Le rapport d'avancement évoque le Brexit comme une opportunité de gagner des parts de marché pour les entreprises belges. A-t-on pris en considération à cet égard les effets sur les conditions de travail en Belgique?

01.12 Kathleen Verhelst (Open Vld): Il est important que chaque pays européen bénéficie d'aides en fonction de son produit national. Des pertes d'emplois seront inévitables. Cette situation sera très pénible, mais une solution pourrait peut-

quelque entreprises sortir du VK éventuellement vers d'autres pays? Quelles entreprises pourraient venir et quel serait l'impact de ce transfert?

01.11 Roberto D'Amico (PVDA-PTB): Voor mijn fractie zou deze gedachtewisseling een gelegenheid moeten zijn voor een diepgaand debat over Europa. Over de brexit heeft regisseur Ken Loach verklaard dat hij zou stemmen om in Europa te blijven, maar tegelijkertijd een ander Europa zou willen. De mensen die voor de brexit gestemd hebben, hadden schoon genoeg van de sociale dumping, de uitverkoop van de industrie, het banenverlies en de door de privatisering geruïneerde spoorwegen en ze vreesden dat de gezondheidszorg hetzelfde lot beschoren zou zijn. Dit alles is het resultaat van het liberale beleid van Thatcher en Blair, maar voor de meerderheid van de Britten biedt de EU geen alternatief.

De PTB wil een ander Europa, waar democratie, transparantie en solidariteit vooropstaan. In plaats van sociale dumping moet er een hoog Europees minimumloon komen. In plaats van belastingparadijzen hebben we een miljonairstaks nodig. Er is nood aan een diepgaande transformatie, waarbij de geldende Europese verdragen ter discussie moeten worden gesteld. De overheid moet investeren in werkgelegenheid, infrastructuur en openbare diensten.

Om de bedrijven te helpen zich voor te bereiden op de brexit richt de regering zich voornamelijk tot de werkgeversorganisaties. Hebt u ook de vakbonden gehoord? Worden zij bij de gesprekken betrokken? Sinds 2008 zijn het de werknemers die moeten opdraaien voor de gevolgen van het kapitalisme. Wij vinden dat de effecten van de brexit niet aangegrepen mogen worden als excuus om de rechten van de Europese werknemers verder uit te hollen.

Hoe zult u voorkomen dat de werknemers eens te meer het gelag betalen door loonsverlagingen, banenverlies en een groeiende onzekerheid?

In het voortgangsverslag wordt de brexit voorgesteld als een opportuniteit waarbij Belgische bedrijven hun marktaandeel kunnen verhogen. Heeft men in dat kader ook rekening gehouden met de gevolgen voor de arbeidsomstandigheden in België?

01.12 Kathleen Verhelst (Open Vld): Het is belangrijk dat elk Europees land de steun zal krijgen die in verhouding staat tot zijn nationaal product. Jobverlies zal onvermijdelijk zijn. Dat is heel pijnlijk, maar misschien kan er een oplossing worden

être trouvée sur le plan des métiers en pénurie dans des secteurs qui seront moins touchés par le Brexit. Il sera essentiel d'aider non seulement les grandes entreprises qui verront disparaître plus de 500 emplois, mais également les PME. Par ailleurs, il conviendra de trouver des solutions en matière de normes et de limitation des formalités administratives. Je me pose également des questions quant aux occasions à saisir, telles que les délocalisations d'entreprises britanniques vers notre pays. Nous devons cependant éviter la paralysie du trafic en cas de problèmes aux frontières, par exemple à Zeebrugge. Si Calais est également paralysé, la Flandre occidentale pourrait être bloquée dans son ensemble.

Le message le plus important que je voudrais faire passer à cet égard est qu'il convient de tout mettre en œuvre pour que nous aboutissions à un *soft* Brexit.

01.13 Wouter Beke, ministre (*en néerlandais*): Les nombreuses questions posées témoignent de l'énorme implication des parlementaires dans ce dossier. Ce ne sera certainement pas le dernier échange de vues sur ce sujet important.

Les États membres se livrent une concurrence féroce pour attirer les investisseurs étrangers et celle-ci a encore été exacerbée par le Brexit. Il ressort de chiffres publiés par la *Netherlands Foreign Investment Agency* (NFIA) que les Pays-Bas ont habilement joué de leurs atouts. Selon le rapport de mars 2019 de KPMG sur le Brexit, 3 déménagements ont été annoncés vers l'Espagne, 7 vers la Belgique, 28 vers l'Allemagne, 30 vers la France, 30 vers les Pays-Bas, 63 vers l'Irlande, 66 vers le Luxembourg. Contrairement aux Pays-Bas, les Régions publient toutefois leurs chiffres sur une base annuelle. Le statut fiscal de la holding n'est, en outre, pas étranger à l'attractivité des Pays-Bas et il reste à savoir quel sera le volume de l'activité économique généré ou le nombre d'emplois créés.

Le rôle joué par le gouvernement fédéral pour attirer et promouvoir les investissements étrangers est modeste. Le SPF Économie héberge, par exemple, le secrétariat de la cellule de liaison Investissements étrangers qui assure la coordination de la politique aux échelons régional et fédéral. Les SPF Chancellerie du Premier Ministre, Affaires étrangères et Finances en font également partie.

Toutefois, le SPF Économie ne dispose pas de chiffres sur le nombre d'entreprises et d'emplois relocalisés en Belgique. Un certain nombre

gefounden bij de knelpuntberoepen in sectoren die minder worden getroffen door de brexit. De steun voor de grotere bedrijven die meer dan 500 jobs verliezen is belangrijk, maar ook de kmo's moeten worden geholpen. Daarnaast moet er gestreefd worden naar oplossingen voor de normeringen en moet de administratieve rompslomp worden beperkt. Ik ben ook benieuwd naar de opportuniteiten, zoals het lokken van Britse bedrijven. We moeten echter een mobiliteitsinfarct voorkomen als de grenzen niet goed functioneren, bijvoorbeeld in Zeebrugge. Als het ook niet goed draait in Calais, kan heel West-Vlaanderen stilvallen.

Mijn belangrijkste boodschap: vecht voor een zachte brexit.

01.13 Minister Wouter Beke (*Nederlands*): De vele vragen tonen de grote betrokkenheid van de parlementsleden aan. Dit is ook niet de laatste keer dat we over dit belangrijk onderwerp van gedachten zullen wisselen.

De concurrentie tussen de Europese lidstaten voor het binnenhalen van buitenlandse investeringen is heel groot en werd nog aangewakkerd door de brexit. Uit cijfers van de *Netherlands Foreign Investment Agency* (NFIA) blijkt dat Nederland zijn troeven goed heeft benut. Volgens het brexitrapport van KPMG van maart 2019 gaat het over 3 verhuisaankondigingen naar Spanje, 7 naar België, 28 naar Duitsland, 30 naar Frankrijk, 30 naar Nederland, 63 naar Ierland, 66 naar Luxemburg. De Gewesten maken hun cijfers echter bekend op jaarbasis, in tegenstelling tot Nederland. Overigens heeft de Nederlandse aantrekkingskracht ook te maken met het fiscaal holdingstatuut, waarbij het nog maar de vraag is hoeveel economische activiteit of werkgelegenheid wordt gecreëerd.

De federale overheid speelt slechts een beperkte rol in het aantrekken en bevorderen van buitenlandse investeringen. Zo huist het secretariaat van de verbindingscel Buitenlandse Investerings – de coördinatie van het beleid op gewestelijk en federaal niveau – onder de FOD Economie. Ook de FOD Kanselarij van de Eerste Minister, de FOD Buitenlandse Zaken en de FOD Financiën maken er deel van uit.

De FOD Economie beschikt echter niet over cijfers over het aantal bedrijven en jobs dat naar België is verhuisd. Een aantal financiële instellingen hebben

d'institutions financières ont demandé une licence belge ou ont étendu leurs activités en Belgique, notamment Lloyd's Insurance Company, QBE Europe, MS Amlin Insurance, Assurance Continentals, Continental Insurance, Ebury Partners Belgium, MoneyGram International, TransferWise et Euroclear.

Selon le Baromètre de l'Attractivité belge 2019, publié par Ernst & Young, l'année 2018 a été une année record pour la Belgique, avec 278 projets et 7 363 emplois supplémentaires. Dans le classement européen des investissements étrangers, la Belgique grimpe de 3 places arrivant en cinquième position. Le nombre de projets d'investissement dans le secteur de la logistique a augmenté de 18 % et le nombre de projets d'investissement liés à la recherche et au développement et à la création de sièges sociaux a doublé.

Selon Ernst & Young, une grande partie de ces projets peuvent être considérés comme étant en lien avec le Brexit. L'abaissement du taux nominal d'impôt des sociétés de 29,58 % à 25 % en 2020 va encore accroître l'attrait de la Belgique.

En ce qui concerne les recrutements, des services tels que le SPF Affaires étrangères, le SPF Économie, la Police Fédérale, le SPF Mobilité, l'AFSCA et la douane ont lancé des offres d'emploi. Le Conseil des ministres fera prochainement le point sur la situation. Au SPF Économie, 21 ETP supplémentaires sont prévus, dont 13 ont déjà été engagés. Par ailleurs, même si la Belgique et l'Union européenne tentent de rechercher un accord correct, cet objectif suppose que l'autre partie participe également à cet effort. *(Le son tombe)*

Le **président**: Après une interruption d'ordre technique, je passe à nouveau la parole au ministre.

01.14 Wouter Beke, ministre *(en néerlandais)*: Nous nous sommes préparés au mieux et continuerons à le faire, mais il faut probablement s'attendre à des incertitudes et à des surprises. Notre Brexit *Impact Scan* et celui de la Commission européenne se complètent. La loi sur le Brexit est prête et la concertation est permanente avec les fédérations et les acteurs privés, notamment au sein du Brexit *High Level Group*.

Dès lors qu'il est plus difficile d'évaluer les éventuels problèmes aux frontières et leurs conséquences, nous avons établi des contacts avec les Pays-Bas et la France en vue de la mise en place d'une coopération douanière pour permettre une approche de dialogue avec les pays de

wel een Belgische vergunning gevraagd of hun activiteiten in België uitgebreid: Lloyd's Insurance Company, QBE Europe, MS Amlin Insurance, Assurance Continentals, Continental Insurance, Ebury Partners Belgium, MoneyGram International, TransferWise en Euroclear.

Volgens de barometer van de Belgische attractiviteit 2019, gepubliceerd door Ernst & Young, was 2018 met 278 projecten en 7.363 bijkomende arbeidsplaatsen voor België een recordjaar. Op de Europese ranglijst van buitenlandse investeringen stijgt België met drie plaatsen naar de vijfde plaats. Het aantal investeringsprojecten in de logistieke sector steeg met 18 % terwijl het aantal investeringsprojecten in verband met onderzoek en ontwikkeling en de oprichting van hoofdkantoren verdubbelde.

Volgens Ernst & Young kan men een groot deel van deze projecten beschouwen als brexitgerelateerd. De verlaging van het nominale vennootschapsbelastingtarief van 29,58 % naar 25 % in 2020 zal België nog aantrekkelijker maken.

Wat de aanwervingen betreft, hebben diensten als de FOD Buitenlandse Zaken, de FOD Economie, de Federale Politie, de FOD Mobiliteit, het FAVV en de douane vacatures geopend. Binnenkort volgt een stand van zaken op een ministerraad. Voor de FOD Economie zijn 21 VTE's extra gepland; er zijn al dertien aanwervingen gerealiseerd. Voorts streven België en de EU wel degelijk naar een correct akkoord, maar daarvoor moet men ook met twee zijn. *(Het geluid valt weg)*

De **voorzitter**: Na een technische onderbreking geef ik het woord opnieuw aan de minister.

01.14 Minister Wouter Beke *(Nederlands)*: We mogen ons allicht verwachten aan onzekerheden en verrassingen, maar we hebben ons zo goed mogelijk voorbereid en we zullen dat blijven doen. Zo vullen onze Brexit *Impact Scan* en die van de Europese Commissie elkaar aan. De brexitwet is klaar en er wordt voortdurend intensief overlegd met de federaties en de private actoren, onder andere binnen de Brexit *High Level Group*.

De mogelijke problemen aan onze grenzen en de gevolgen daarvan zijn moeilijker in te schatten en daarom hebben wij samen met Nederland en Frankrijk contacten gelegd voor een douanesamenwerking om een outreach-aanpak mogelijk te maken naar Oost- en Centraal-Europa

l'Europe centrale et orientale. Il s'agit dans ce cadre, de préparer les documents en amont, avant de se retrouver dans les files.

En ce qui concerne les fonds, le Fonds de solidarité est normalement destiné aux catastrophes naturelles. La Commission européenne souhaite en élargir la finalité, eu égard au fait que même s'il n'est pas une catastrophe naturelle, le Brexit n'en est pas moins potentiellement un désastre. L'État membre concerné doit évidemment alimenter le fonds: la contribution belge s'élève à environ 1,4 milliard d'euros, mais ce montant ne sera finalement financé par la Commission européenne qu'à concurrence de 5 %. Les discussions devront donc se poursuivre sur cette question.

Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation applique actuellement comme critère le licenciement de 500 travailleurs dans une entreprise. La Commission est disposée à modifier les critères dans ce contexte spécifique. Elle cofinancera à concurrence de maximum 60 %.

Selon le Bureau du Plan, l'impact économique précis serait une diminution de la croissance économique de 0,2 %, mais cela reste très hypothétique. Une étude de la KUL montre que l'ampleur de cet impact pourrait aller de relativement restreinte jusqu'à énorme. Il n'est pas encore possible de dire si nous nous orientons vers un Brexit dur, ni comment la Grande-Bretagne se positionnera.

La Grande-Bretagne elle-même a étudié les conséquences dans le rapport Yellowhammer et a prévu un budget de 4 millions de livres pour faire face. Les entreprises britanniques anticipent depuis très longtemps déjà ce qui les attend.

Dans tous les scénarios imaginables, il faudra renégocier les relations commerciales. La flexibilité et la reconnaissance mutuelle des marchandises sont réglementées au niveau européen. C'est en cours de préparation. Une sortie sans accord serait lourde de conséquences. Celles-ci ne pourront pas être effacées, même en cas de solides préparatifs de la part de l'UE.

(En français) Monsieur Vanden Burre, nos initiatives concernant les PME sont complémentaires à celles de M. Ducarme.

(En néerlandais) Dans l'éventualité d'un Brexit dur, les actuels participants au programme Erasmus pourront achever leur programme. À condition que le Royaume-Uni respecte ses obligations financières, l'UE continuera à financer pour eux le

toe. In dat raam trachten wij de papieren in orde te brengen voor men in de file komt te staan.

Wat de fondsen betreft, is het Solidariteitsfonds normaal bestemd voor natuurrampen. De Commissie wil de doelstelling ervan verbreden, aangezien de brexit potentieel een ramp is, hoewel geen natuurramp. De betrokken lidstaat moet hieraan wel bijdragen: voor België gaat het ongeveer om 1,4 miljard euro, maar de Europese Commissie zal uiteindelijk slechts 5 procent van dat bedrag cofinancieren. Dat moet dus verder worden besproken.

Het Globaliseringsfonds hanteert momenteel als criterium dat er 500 mensen worden ontslagen in een bedrijf. De EC is bereid de criteria te veranderen in deze specifieke context. De EC zal maximum 60 % cofinancieren.

De precieze economische impact zal volgens het Planbureau een vermindering van de economische groei met 0,2 % zijn, maar het blijft koffiedik kijken. Een studie van de KUL wees uit dat het van een relatief kleine impact tot een enorme impact kan gaan. Het is nog niet duidelijk of we echt naar een harde brexit gaan en hoe Groot-Brittannië zich nadien zal opstellen.

Groot-Brittannië zelf heeft de gevolgen in het Yellowhammer-rapport bestudeerd en heeft een budget van 4 miljoen pond uitgetrokken om de schokken op te vangen. Britse bedrijven anticiperen al heel lang op wat hen te wachten staat.

In elk mogelijk scenario moet opnieuw over de handelsrelaties worden onderhandeld. De flexibiliteit en de wederzijdse erkenning van goederen wordt op Europees niveau geregeld. Dat wordt momenteel voorbereid. Een no-deal zal zware gevolgen hebben en ook al bereidt de EU zich heel grondig voor, die kunnen niet ongedaan worden gemaakt.

(Frans) Mijnheer Vanden Burre, onze initiatieven betreffende de kmo's vormen een aanvulling op die van minister Ducarme.

(Nederlands) De huidige deelnemers aan het Erasmusprogramma zullen na een harde brexit hun programma kunnen voltooien. De EU zal voor hen het Erasmusproject verder financieren op voorwaarde dat het VK aan zijn financiële

projet Erasmus.

De nombreuses sessions d'information sont organisées, généralement par province, par les Chambres de commerce, Flanders Investment and Trade et le SPF Économie.

Si un Brexit dur devait intervenir le 1^{er} novembre, les douanes devront compter sur la bonne volonté de l'autre partie. En cas de difficultés liées au Brexit, je suppose que les deux services de douane devront faire preuve de la nécessaire flexibilité.

Je souhaiterais encore formuler une dernière observation à l'attention de notre collègue du PVDA-PTB. Mon prédécesseur a consulté les organisations syndicales en Belgique mais aussi au Royaume-Uni. J'en ferai de même. Ce dossier illustre plus que tout autre que le marché libre et le libre-échange ont généré de la prospérité et créé des emplois. Il ne se prête dès lors pas au discours idéologique de votre parti. Cette décision en porte-à-faux avec les principes du marché libre et du libre-échange nuira à toutes les parties.

01.15 Paul Buysse (en néerlandais): Il est incroyablement difficile d'identifier aujourd'hui les conséquences indéniables du Brexit. Il n'y a que des perdants. Le Royaume-Uni n'était nullement préparé à tout cela.

Des entreprises britanniques viendront également s'installer en Belgique, mais pour le moment elles préfèrent ne pas encore l'annoncer. Nous les avons répertoriées il y a quelques jours.

La question sur les droits de propriété intellectuelle est pertinente, mais nous ne pourrions y répondre que lorsque la position du Royaume-Uni sera connue.

Une autre question pertinente est celle de la position des entrepreneurs britanniques.

(En français) À Londres, avec le ministre, nous avons rencontré des entrepreneurs. Ils sont furieux de l'attitude de leur gouvernement et de leur élite politique. Ils essaient de faire comme nous. Malheureusement, le monde politique ne les écoute probablement pas.

(En néerlandais) En ce qui concerne la question sur Zeebrugge, je peux vous assurer que M. Joachim Coens, bourgmestre de Damme, suit cette question de près pour nous.

Dès que la tenue d'un référendum au Royaume-Uni a été annoncée, nous avons invité les secteurs.

verplichtingen voldoet.

Door de Kamers van Koophandel, FIT en de FOD Economie worden tal van informatiesessies georganiseerd, doorgaans per provincie.

Als er op 1 november een harde brexit komt, dan zal de douane op de goodwill van de andere partij moeten rekenen. Bij moeilijkheden gelinkt aan de brexit zullen beide douanediensden de nodige flexibiliteit aan de dag leggen, neem ik aan.

Ik heb nog een laatste opmerking voor de collega van PTB/Partij van de Arbeid. Mijn voorganger heeft zowel in België als in het VK overleg gepleegd met de vakbonden. Ik zal dat ook doen. Dit dossier toont als geen ander aan dat de vrije markt en de vrijhandel welvaart en jobs hebben gebracht. Dit dossier is dus niet geschikt voor het ideologische verhaal van uw partij. We zullen allemaal lijden onder een beslissing die haaks staat op de vrije markt en op vrijhandel.

01.15 Paul Buysse (Nederlands): Het is onvoorstelbaar moeilijk om nu een duidelijk zicht te geven op de gevolgen die wij onmiskenbaar door de brexit zullen ondervinden. Er zijn alleen verliezers. Het VK was totaal onvoorbereid op dit alles.

Er zullen ook bedrijven uit het VK naar België komen, maar zij willen hieraan nog geen ruchtbaarheid geven. We hebben ze enkele dagen geleden geïnventariseerd.

De vraag over de intellectuele eigendommen is pertinent, maar kan pas beantwoord worden wanneer wij weten welk standpunt het VK inneemt.

Wat de Britse ondernemers denken, dat is een andere pertinente vraag.

(Frans) In Londen hebben we samen met de minister ondernemers ontmoet. Zij zijn woedend om de houding van hun regering en hun politieke elite. Ze proberen hetzelfde te doen als wij. Helaas zal de politieke wereld waarschijnlijk niet naar hen luisteren.

(Nederlands) Wat de vraag over Zeebrugge betreft, kan ik verzekeren dat de heer Joachim Coens – burgemeester van Damme – voor ons deze kwestie van zeer nabij opvolgt.

Vanaf het moment dat het bekend werd dat er een referendum georganiseerd zou worden in het VK,

hebben wij de sectoren uitgenodigd.

(En français) Nous avons rencontré à huis clos les grandes entreprises des secteurs vulnérables, et essayé d'obtenir toutes les informations, du côté belge. Par la suite, nous avons tenu une réunion avec tous ceux qui voulaient y participer.

(Frans) We hebben met gesloten deuren vergaderd met de grote bedrijven uit de kwetsbare sectoren en we hebben getracht langs Belgische kant alle beschikbare informatie te verkrijgen. Daarna hebben we een vergadering belegd met iedereen die eraan wenste deel te nemen.

(En néerlandais) Tout le monde était présent à chaque réunion, également le jour du référendum. Cela prouve que la politique peut être très dynamique et proactive. Je remercie l'actuel ministre Beke d'avoir repris avec compétence les tâches de son prédécesseur.

(Nederlands) Op elke vergadering was steeds iedereen aanwezig. Ook op de dag van het referendum. Dit bewijst dat de politiek zeer dynamisch en proactief kan zijn. Huidig minister Beke heeft de taken van zijn voorganger goed overgenomen.

01.16 Melissa Depraetere (sp.a): Ces explications sont très utiles pour cette commission. Il est impossible de se préparer pleinement à tous les scénarios, mais je suis satisfaite des démarches qui ont déjà été faites. Je comprends également que les chiffres des entreprises qui relocalisent ne sont pas faciles à comparer avec les chiffres néerlandais, mais ils devraient être mis à jour de façon aussi détaillée que possible. J'ai peu entendu parler de l'impact sur le consommateur, sur les prix et sur la gamme de produits proposés.

01.16 Melissa Depraetere (sp.a): Dit was een zeer nuttige toelichting voor deze commissie. Een volledige voorbereiding op alle scenario's is onmogelijk, maar ik ben blij met de stappen die al zijn gezet. Ook begrijp ik dat de cijfers van bedrijven die zich hervestigen niet makkelijk te vergelijken zijn met de Nederlandse cijfers, maar die moeten wel zo gedetailleerd mogelijk worden bijgehouden. Over de impact op de consument, de prijzen en het aanbod aan producten heb ik weinig gehoord.

J'espère que des mesures ont déjà été prises pour répondre à l'éventualité d'un *no deal*.

Hopelijk liggen er toch maatregelen klaar voor een *no-deal*.

01.17 Wouter Beke, ministre *(en néerlandais)*: Il va de soi que les entreprises revêtent une grande importance, mais cette compétence relève en premier lieu des Régions. Les services régionaux communiqueront à ce sujet lorsqu'ils en ressentiront le besoin, à savoir probablement fin 2019 ou début 2020. Toutefois, nous assurons le suivi de ce dossier en collaboration avec les Régions. Le consommateur européen ne risque pas autant que le consommateur britannique de manquer de certains produits. Il se pourrait bel et bien que les effets se fassent sentir au cours des premiers jours du Brexit dans les aéroports, donc davantage dans le secteur des services.

01.17 Minister Wouter Beke *(Nederlands)*: De bedrijven zijn uiteraard zeer belangrijk, maar dat is eerst een regionale bevoegdheid, zodat de regionale diensten daarover zullen communiceren wanneer zij daartoe de nood zien, allicht eind 2019 of begin 2020. Maar wij volgen dit mee op, samen met de Gewesten. Voor de Europese consument dreigt niet zozeer een tekort aan producten, in tegenstelling tot de Britse consument. Een mogelijke impact zou zich wel in de eerste dagen kunnen laten gevoelen in de luchthavens, dus veeleer in de dienstverlening.

01.18 Anneleen Van Bossuyt (N-VA): À mon avis, nous risquons également d'assister à la hausse des prix de certains produits, car en cas de Brexit sans accord, les autorités réinstaureront des contrôles douaniers ainsi que des droits d'importation et d'exportation. De plus, pour pouvoir bénéficier de l'aide du Fonds de solidarité de l'Union européenne, les entreprises concernées devront avoir été contraintes de licencier un minimum de 500 personnes. Or notre pays compte essentiellement des PME. Ces fonds risquent dès lors d'être principalement envoyés dans les grands

01.18 Anneleen Van Bossuyt (N-VA): Volgens mij dreigt ook de prijs van producten te stijgen, want bij een *no-deal* zullen douanecontroles en import- en exporttarieven worden doorgerekend. En voor geld uit het Europees Solidariteitsfonds moet er sprake zijn van een ontslag van minstens 500 personen in een bedrijf, maar wij hebben voornamelijk kmo's, dus dreigt dat geld vooral naar de grote landen te gaan. Men zou tevens rekening moeten houden met criteria als verlies van een bepaald percentage van het bnp of van jobs ten opzichte van het aantal beschikbare jobs. In hoeverre kan dat nog worden

pays. Nous devrions dans le même temps tenir compte de critères tels que la perte d'un pourcentage déterminé du PIB ou le nombre d'emplois perdus par rapport au nombre d'emplois disponibles. Dans quelle mesure pourrait-on encore préconiser un tel système à l'échelon européen?

01.19 Wouter Beke, ministre (*en néerlandais*): C'est au Fonds d'ajustement à la mondialisation que songe Mme Van Bossuyt et non au Fonds de solidarité. Nous devons effectivement discuter avec l'Europe quelle portée y sera donnée.

Le **président**: Ce seraient d'excellentes questions pour les commissaires lorsqu'ils passeront leurs examens au Parlement européen.

01.20 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen): À ce stade, nous partageons la même expectative pour l'avenir. Mon groupe relayera la volonté d'un dialogue plus approfondi auprès des collègues du Parlement européen. L'impact direct du Brexit sur le quotidien des gens est difficile à mesurer. Je propose un nouvel échange après le 31 octobre. Nous pourrions y entendre l'UCM, les syndicats et les associations de consommateurs.

01.21 Patrick Prévot (PS): Je suis frustré au vu du nombre de questions posées et du peu de réponses obtenues. Mais on comprend la difficulté d'apporter aujourd'hui des réponses précises aux questions techniques. Cependant, pour nous et pour les consommateurs, cette situation floue ne rassure pas.

J'ai l'impression qu'on n'est pas allé au bout de la prévisibilité des conséquences à court terme.

Il me paraît essentiel de nous réunir à nouveau aux environs du sommet des 17 et 18 octobre et du *Brexit Day* du 31 octobre. J'espère que nous disposerons d'une vue d'ensemble plus claire sur ce Brexit.

Le **président**: Cette commission doit pouvoir réagir rapidement. Étant donné que toutes les commissions entament leurs travaux, des questions orales et écrites peuvent être déposées à tout moment.

01.22 Reccino Van Lommel (VB): La volonté des dirigeants européens d'encrever parvenir à un accord ne semble plus si grande. Il y a un certain ressentiment à l'égard du choix démocratique fait par les Britanniques. La crainte que d'autres pays

bépleit op Europees niveau?

01.19 Minister Wouter Beke (*Nederlands*): Mevrouw Van Bossuyt bedoelt het Globaliseringsfonds, niet het Solidariteitsfonds. Met Europa moeten we inderdaad bespreken hoe eng of hoe breed men dat wil toepassen.

De **voorzitter**: Dat zouden goede vragen kunnen zijn voor de commissarissen als ze hun examen afleggen in het Europees Parlement.

01.20 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen): In dit stadium zien we de toekomst op dezelfde manier in. Mijn fractie zal aan de collega's in het Europees Parlement doorgeven dat men een diepgaandere dialoog wenst te voeren. Het valt moeilijk in te schatten welke directe impact de brexit op het dagelijkse leven van de mensen zal hebben. Ik stel voor dat we na 31 oktober een nieuwe gedachtewisseling houden. We zouden dan de UCM, de vakbonden en de consumentenverenigingen kunnen horen.

01.21 Patrick Prévot (PS): Ik vind het frustrerend dat er zo weinig antwoorden gegeven werden, terwijl er zo veel vragen gesteld werden. We begrijpen echter dat het op dit ogenblik moeilijk is om precieze antwoorden te geven op de technische vragen. Dat neemt echter niet weg dat deze onduidelijke situatie voor ons en de consumenten niet echt geruststellend is.

Ik heb de indruk dat we niet diep genoeg ingegaan zijn op de voorzienbare gevolgen op korte termijn.

Het lijkt me van essentieel belang dat we rond de top van 17 en 18 oktober en de *Brexit Day* op 31 oktober opnieuw vergaderen. Ik hoop dat we op dat moment een duidelijker zicht zullen hebben op de brexit.

De **voorzitter**: Deze commissie moet kort op de bal kunnen spelen, maar aangezien alle commissies hun werkzaamheden starten, kunnen er altijd mondelinge en schriftelijke vragen worden ingediend.

01.22 Reccino Van Lommel (VB): De bereidwilligheid van de Europese leiders om alsnog tot een akkoord te komen, lijkt niet meer zo groot. Er heerst een zekere rancune over de democratische keuze die de Britten hebben

suivent semble plus importante pour l'Europe que notre économie. L'Europe ne parvient pas à s'accommoder de la démocratie et elle est mauvaise perdante, ce qui complique les négociations.

01.23 Michel De Maegd (MR): J'entends parler de désastre, dire que nous y perdrons tous, même si pour Ernst&Young, la Belgique profite en ce moment de l'incertitude, avec la création de 6 300 emplois et 278 projets d'investissement. Pourrions-nous avoir cette étude?

Les instances européennes devront nous dire quelles aides elles comptent mettre en place dans les dix prochaines années. Il nous faut plus d'information pour rassurer les entreprises et les consommateurs quant aux effets du Brexit.

01.24 Leen Dierick (CD&V): De nombreuses mesures préparatoires ont déjà été prises, mais ce n'est qu'après le 31 octobre que nous en connaissons la valeur. Il est particulièrement important de pouvoir réagir rapidement. Nous reviendrons donc certainement sur ce dossier.

01.25 Roberto D'Amico (PVDA-PTB): J'attends un rapport sur vos rencontres avec les organisations syndicales au Royaume-Uni.

Nous ne partageons pas votre vision euphorique de l'Europe sociale.

01.26 Kathleen Verhelst (Open Vld): Je tiens seulement encore à souligner que nous devons considérer la perte d'emplois en termes de transfert d'emplois pour adopter une vision positive.

Le président: Je voudrais remercier monsieur le ministre, ainsi que M. Buysse pour leurs explications.

L'incident est clos.

L'échange de vues avec question jointe est clôturé à 12 h 13.

gemaakt. De angst dat er nog landen zullen volgen, lijkt voor Europa belangrijker dan onze economie. Europa kan niet om met democratie en het kan niet tegen haar verlies. Dat compliceert de onderhandelingen.

01.23 Michel De Maegd (MR): Men heeft het hier over een ramp. We zouden allemaal verliezen bij de brexit. Volgens EY vaart België momenteel echter wel bij de onzekerheid. In de studie die u aanhaalde is er sprake van 6.300 bijkomende banen en 278 investeringsprojecten. Kan u ons die studie bezorgen?

De Europese instellingen zullen ons moeten vertellen welke hulpmechanismen ze de komende tien jaar willen opzetten. We hebben meer informatie nodig om de bedrijven en de consumenten over de effecten van de brexit gerust te stellen.

01.24 Leen Dierick (CD&V): Er werden al veel voorbereidingen getroffen, maar we zullen pas na 31 oktober weten wat ze waard zijn. Het is vooral belangrijk om kort op de bal te kunnen spelen. Dit wordt dus zeker en vast vervolgd.

01.25 Roberto D'Amico (PVDA-PTB): Ik wacht op een verslag van uw ontmoetingen met de vakbondsorganisaties in het Verenigd Koninkrijk.

Wij onderschrijven uw euforische visie op het sociale Europa niet.

01.26 Kathleen Verhelst (Open Vld): Ik wil alleen nog benadrukken dat we het jobverlies moeten bekijken met het oog op jobswitch. Dat kan positief zijn.

De voorzitter: Ik dank de minister en de heer Buysse voor hun toelichting.

Het incident is gesloten.

De gedachtewisseling met toegevoegde vraag wordt beëindigd om 12.13 uur.